

Mardi (matin) 2 juin 2015

Chancellerie d'Etat

16 2014.RRGR.1216 Motion 276-2014 Freudiger (Langenthal, UDC)

N° de l'intervention: 276-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 25.11.2014
Déposée par: Freudiger (Langenthal, UDC) (porte-parole)
Bühler (Cortébert, UDC)
Klopfenstein (Zweisimmen, PLR)
Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, UDF)
Cosignataires: 43
N° d'ACE: 546/2015 du 6 mai 2015
Direction: CHA

Les membres du gouvernement n'ont pas à intervenir dans les votations communales et régionales

Le Conseil-exécutif est chargé de préparer un projet de loi à l'intention du Grand Conseil

1. empêchant les membres du Conseil-exécutif en fonction d'intervenir dans les votations communales ou régionales en émettant des recommandations ou en prenant position. Les votations communales ou régionales sur des modifications territoriales concernant le canton entier seront exclues de cette disposition. Fournir des informations neutres sera par ailleurs toujours possible ;
2. prévoyant que les membres du Conseil-exécutif en fonction ne pourront émettre de recommandations ou prendre parti au sens du chiffre 1 dans:
 - a. des conférences de presse,
 - b. des interviews dans les médias,
 - c. des circulaires papier ou électroniques,
 - d. les messages cantonaux en vue de votations.

Développement :

Cette motion porte exclusivement sur l'ingérence des membres du Conseil-exécutif en fonction dans les votations communales ou régionales. En effet, il n'existe aucune règle concrète sur le sujet. Cette motion ne concerne en revanche pas la prise de position des membres du Conseil-exécutif dans des votations cantonales ou fédérales.

Les membres du Conseil-exécutif sont élus pour s'occuper de la politique cantonale (et éventuellement intercantonale). Ils n'ont par contre aucune légitimité démocratique pour prendre parti dans des votations communales et régionales. Une telle influence bafouerait d'ailleurs les principes du fédéralisme : dans le canton de Berne, l'autonomie communale est un principe constitutionnel (art. 109, al. 1 ConstC). Quand des membres du Conseil-exécutif commencent à vouloir influencer l'issue de votations communales, ce principe – pensé jusqu'au bout – est légèrement mis à mal. Les communes doivent pouvoir décider elles-mêmes de leurs propres affaires sans que l'exécutif ne vienne s'en mêler. C'est en principe la même chose pour les votations régionales, d'autant qu'il existe souvent des collectivités régionales de droit communal (associations de communes, conférences régionales) ou des institutions de droit privé destinées à l'exécution de tâches publiques (p. ex. régions d'aménagement). Pour autant qu'il soit permis aux autorités d'exercer une influence, c'est aux représentants des communes bénéficiant d'une légitimité démocratique (p. ex. représentant des institutions régionales lors d'une votation régionale) d'émettre des recommandations de vote, pas au gouvernement cantonal. Les votations communales ou régionales sur des modifications territoriales concernant le canton entier ne sont à juste titre pas concernées.

La lettre d'information 8/2014 de la directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie, dans laquelle elle essaye de favoriser l'avancée du projet Tram Region Bern, montre l'ampleur et le niveau de partialité actuels de l'ingérence des membres du Conseil-exécutif en fonction. Nous mentionnerons les passages suivants :

- « Vous avez sûrement déjà entendu les arguments propagés par certains opposants au tram : en votant „Non“ le 28 septembre 2014, on pourrait ouvrir la voie à un nouveau projet – évidemment meilleur, plus largement accepté et moins cher. C'est une illusion. » [trad.]
- La directrice de la TTE a commenté ainsi l'image d'un bus plein à craquer : « Je voyage régulièrement dans ces conditions, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie se trouvant sur la ligne 10. Ce n'est pas un selfie, je laisse ce soin à d'autres, mais plutôt la photo d'une boîte de sardines. Quoi qu'il en soit : cette photo parle d'elle-même. Ça ne peut plus durer ! » [trad.]
- « Disons „Oui“ au Tram Region Bern. » [trad.]

Quelle que soit l'opinion de chacun sur les projets soumis à votation, une telle partialité est problématique d'un point de vue démocratique et nuit en fin de compte à l'objectivité dans le débat. Il n'y a en principe rien à objecter à ce que les membres du Conseil-exécutif diffusent des informations neutres, sans prise de position ou recommandation, dans la perspective de votations communales et régionales. Mais au niveau communal et régional, c'est ensuite aux citoyens et citoyennes de se faire leur propre opinion, sans devoir subir l'influence partielle de membres du Conseil-exécutif en fonction.

Réponse du Conseil-exécutif

La garantie des droits politiques inscrite dans la Constitution fédérale (art. 34 Cst.) protège la libre formation de l'opinion des citoyens et des citoyennes et l'expression fidèle et sûre de leur volonté. Ce qui est protégé, selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, c'est en particulier le droit des citoyens de n'être à aucun moment exposés à des pressions ou de ne pas subir d'influences indues, ni lors de la formation de la volonté politique ni dans son expression. Les électeurs et électrices doivent pouvoir faire leur choix sur la base d'un processus de formation de l'opinion le plus libre et le plus complet possible. La liberté du vote garantit l'ouverture du débat qui est nécessaire au processus démocratique et à la légitimité des décisions qui se dégagent par la démocratie directe.

Le Tribunal fédéral déduit de l'article 34, alinéa 2 Cst. l'obligation pour les autorités de se montrer correctes et mesurées dans la diffusion des informations avant les votations. L'information diffusée par les autorités doit être conforme aux principes de l'exhaustivité, de l'objectivité, de la transparence et de la proportionnalité. Elle doit être de nature à contribuer à la libre formation de l'opinion et non pas la compliquer ou la rendre impossible par son caractère dominant ou disproportionné. En d'autres termes, il ne doit pas s'agir de propagande.

Les exigences sont plus strictes encore quand les autorités s'expriment au sujet des objets de votation émanant d'un autre niveau institutionnel. En particulier, la doctrine qualifie d'inadmissibles les interventions vers le bas. L'ingérence d'un canton dans une votation communale contreviendrait au principe de l'autonomie communale. Sont réservés les cas dans lesquels la collectivité de rang supérieur est particulièrement touchée par l'objet de la votation au niveau subordonné ou touchée à tout le moins dans une mesure comparable à ce qu'elle est par ses propres projets. L'intervention officielle de la collectivité de rang supérieur est admise à titre exceptionnel, comme l'a par exemple jugé le Tribunal fédéral dans l'affaire de la votation sur le changement d'appartenance cantonale du Laufonnais dans le canton de Berne.¹ Ce faisant, l'autorité doit cependant respecter les principes de l'exhaustivité, de l'objectivité, de la transparence et de la proportionnalité et ne doit pas diffuser ce qui pourrait être qualifié de propagande.

Dans le développement de leur intervention, les motionnaires se réfèrent aux votations sur le projet «Tram Region Bern». À la lumière des éléments exposés plus haut, l'information des autorités était dans ce cas légitime: le projet concernait un projet d'infrastructure cantonal d'importance suprarégionale appelé à être financé en majeure partie par la Confédération et le canton. Le Grand Conseil avait adopté le projet en prenant son arrêté sur l'offre de transports publics pour la période 2010 à 2013 et le crédit-cadre d'investissement.

¹ 114 Ia 427, voir également: Pierre Tschannen, Staatsrecht der Schweizerischen Eidgenossenschaft, 3^e édition, Berne, 2011, § 51, no 27, Berne 2011, p. 669, et MICHEL BESSON, Behördliche Information vor Volksabstimmungen, Berne 2003, p. 345 s. CONVERT_edb3121243f84251a1e31357868d09ba 11.06.2015

La motion demande la création de bases légales qui interdisent par principe aux membres du Conseil-exécutif en fonction d'émettre de recommandations ou de prendre parti dans les votations communales ou régionales.

Le Conseil-exécutif ne voit pour sa part aucune nécessité de légiférer dans ce domaine. Les cantons doivent de manière générale rester en dehors des campagnes de votation communales, cela a été dit plus haut. Le Conseil-exécutif s'en tient à ce principe. Il n'est pas à son avis nécessaire d'édicter des normes légales détaillées pour régler les quelques rares exceptions dans lesquelles la prise de position du canton dans un scrutin communal est admissible. La distinction proposée dans la motion, selon laquelle des «informations neutres» seraient admissibles mais non une recommandation ou une prise de parti, lui paraît spécieuse. Dans les rares cas exceptionnels où le canton est admis à prendre position sur l'objet d'une votation communale parce qu'il est particulièrement concerné par cet objet, cette mesure particulière dans laquelle il est concerné, précisément, justifie qu'il prenne position sur l'objet, pour ou contre.

Il n'est pas possible de refuser dans une loi aux membres du Conseil-exécutif le droit de s'exprimer en tant que particuliers. La jurisprudence du Tribunal fédéral est depuis des années constante à ce propos et elle exclut que l'on puisse interdire aux membres d'une autorité de s'exprimer librement sur un projet de loi ou un autre objet. En tant qu'acteurs politiques, les membres d'autorité bénéficient de la liberté de s'exprimer garantie par la Constitution pour prendre part à une campagne de votation en appelant à l'adoption ou au rejet d'un projet. Les membres d'un Exécutif doivent cependant s'abstenir de tout ce qui pourrait conférer à leur intervention un semblant d'officialité. Dans la doctrine, cette jurisprudence est considérée d'un œil critique, car en pratique, il n'est pas toujours facile de faire la part entre la déclaration officielle d'un membre d'autorité et une déclaration faite en tant que particulier². Les membres du Conseil-exécutif s'imposent donc une réserve dans les campagnes de votation et se refusent le plus souvent aux déclarations en tant que particuliers.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Traktandum 16 ist eine Motion von Grossrat Freudiger. «Keine Einmischung amtierender Regierungsratsmitglieder in kommunale und regionale Abstimmungen». Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Wir diskutieren in freier Debatte und Herr Freudiger wird nun erklären, dass er die Motion in ein Postulat wandelt. Dementsprechend wird die Debatte das Postulat behandeln. Herr Freudiger, Sie haben das Wort.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Ich fahre mit dem Gebot der Transparenz gleich weiter und verkünde bereits jetzt, dass ich in Rücksprache mit den Mitmotionären in ein Postulat wandle. Worum geht es? Im Kanton Bern ist eine zunehmende Tendenz zu beobachten, dass sich amtierende Regierungsratsmitglieder in kommunale oder regionale Abstimmungsvorlagen einmischen, wie beispielsweise beim Projekt Tram Region Bern. Weitere Beispiele sind die Regionalkonferenz-Abstimmungen. Der Regierungsrat verabschiedet dort die Abstimmungsbotschaft. Die vorhandenen Abstimmungsbotschaften zeigen, dass der Regierungsrat nicht nur Partei ergreift, sondern dass auch fast nur eine Seite der Argumente zu Wort kommt. Die kritischen Argumente werden nur ganz marginal erwähnt. Unlängst war auch eine Intervention des Regierungsrats bei einer Gemeindefusion zu beobachten.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir haben im Kanton Bern eine verfassungsmässig garantierte Gemeindeautonomie. Es ist Sache der Gemeinden, über kommunale Angelegenheiten Beschlüsse zu fassen. (*Le président agite sa cloche.*) Ich danke dem Herrn Präsidenten. Es ist Sache der Gemeindebehörden, Einfluss auf kommunale Abstimmungen zu nehmen. Die Gemeindebürger sollen selber und unter Einbezug ihrer eigenen Behördenvertreter entscheiden, was für sie richtig ist. Wenn der Regierungsrat beginnt, massiven Einfluss auf kommunale Abstimmungen zu nehmen, dann kommt das im Ergebnis einer Desavouierung der Gemeinderäte gleich. Entweder ergreift man auf der anderen Seite Partei oder aber man drückt indirekt aus, diese Gemeinderäte seien gar nicht richtig fähig, ihre eigenen Leute von einem Anliegen zu überzeugen.

Wie ist die geltende Rechtslage? Der Regierungsrat hat in seiner Antwort richtig geschrieben, dass eine Intervention dann in Frage kommt, wenn die Regierung von einer kommunalen Abstimmung

² HANGARTNER/KLEY: Die demokratischen Rechte in Bund und Kantonen der Schweizerischen Eidgenossenschaft, Zurich 2000; p. 1039 s.; TSCHANNEN: Staatsrecht p. 672.

besonders betroffen ist. Aber er hat auch richtig festgehalten, dass die Regierung dabei die Gebote der Sachlichkeit, Transparenz und Verhältnismässigkeit wahren muss und nicht eigentliche Propaganda betreiben darf. (*Agitation persistante. Le président interrompt l'orateur.*)

Le président. Einen Moment bitte, Herr Freudiger. (*Le président s'adresse à l'assemblée :*) Wenn Sie längere und laute Gespräche führen wollen, gehen Sie doch bitte in die Wandelhalle. So ist es nicht angenehm, der Debatte zu folgen. Danke.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Besten Dank. Der Regierungsrat hat im Weiteren das Beispiel Laufental erwähnt. Hierauf haben wir reagiert. Kommunale Gebietsveränderungen, die letztlich den ganzen Kanton betreffen, sind von der vorliegenden Motion ausdrücklich ausgenommen.

Die vom Regierungsrat zitierte Rechtsprechung erlaubt zwar heute die Einflussnahme der Regierung in kommunalen Abstimmungen, aber die Praxis zeigt, dass sie nicht greift. Im Fall des Projekts Tram Region Bern hat die Direktorin der BVE, Frau Verkehrsdirektorin Barbara Egger, auf amtlichen Kanälen einen Newsletter publiziert und dort Folgendes geschrieben, ich zitiere: «Sicher haben Sie auch schon gehört, was einige Tramgegner verbreiten: mit einem Nein zum Tram Region Bern am 28. September 2014 könne man den Weg bahnen für ein neues Projekt – natürlich ein besseres, breiter akzeptiertes und gleichzeitig billigeres. Das ist eine Illusion.» Meine Damen und Herren, das ist der Wortlaut der Verkehrsdirektorin, und hier muss man sagen, das entspricht weder der gebotenen Zurückhaltung, noch ist es verhältnismässig oder besonders sachlich. Es grenzt zumindest an eine Art propagandistischer Einflussnahme, und es zeigt eben, dass die heutigen Grenzen in der Praxis nicht greifen. Sobald Regierungsräte sich in kommunale Abstimmungen einmischen, besteht die Gefahr, dass der Abstimmungskampf auf ihre Person fokussiert wird und dass man in einer überschüssigen Art und Weise interveniert.

Daher schlagen die Motionäre eine andere Abgrenzung vor: Eine sachliche und neutrale Information soll nach wie vor erlaubt sein. Wir wollen dem Regierungsrat keinen Maulkorb auferlegen. Eine Parteinahme für die eine oder andere Seite soll hingegen nicht mehr möglich sein. Dafür sind die zuständigen Behörden, in aller Regel die Gemeinderäte, verantwortlich. Ich gebe zu, dass die Grenzen zwischen Information und Parteinahme auch nicht in allen Teilen und in jedem Fall klar sind. Aber diese Grenze ist klarer und verständlicher als die heutige, und es wird danach auch nicht eine Sache der Justiz sein, komplizierte und schwierige Entscheide fällen zu müssen, weil der Grosse Rat es eben versäumt hat, klarere Rahmenbedingungen zu setzen. Ich fasse zusammen: Interventionen des Regierungsrats in kommunalen Abstimmungen sind weder stufengerecht noch sachgerecht und ich bitte Sie, dem Postulat zuzustimmen.

Monika Gygax-Böniger, Obersteckholz (PBD). Wir haben zu viele Gesetze! Die Gesetzesflut löst immer mehr Bürokratie aus. Bürokratie behindert und verhindert. Das muss sich ändern. Wir müssen wieder mehr Eigenverantwortung übernehmen. So oder ähnlich tönt es etwa an einem Stammtisch, und so tönt es auch bei vielen Politikern. Gerade kürzlich habe ich Folgendes gelesen: Wenn ein Politiker ein Problem erkennt, dann verlangt er nach einer gesetzlichen Regelung um dieses Problem aus der Welt zu schaffen. Ob man es damit wirklich aus der Welt schafft, wird vorher jedoch nicht überlegt, und was dessen Erarbeitung und dann auch die Umsetzung kosten werden, interessiert in dem Moment nicht.

Wenn man die Begründung liest, kommt es uns vor, als hätten wir eine Motion, beziehungsweise ein Postulat auf dem Tisch, das einmal mehr den Regierungsrat wegen eines ganz bestimmten Vorkommnisses auffordert, eine gesetzliche Grundlage zu entwerfen. Dies, damit amtierende Regierungsratsmitglieder sich grundsätzlich nicht durch Abstimmungsempfehlungen und Parteinahmen in kommunale und regionale Abstimmungen einmischen. Die Ausnahmen werden auch gleich genannt, und wie weit dieses Redeverbot gehen soll, wird auch festgehalten.

Werte Ratskollegen, die das neue Gesetz wollen, aber auch gerne von zu viel Bürokratie und zu vielen Gesetzen sprechen: Das braucht es nicht. Sicher hat uns von der BDP auch nicht gefallen, was damals im Zusammenhang mit der Abstimmung über das Tram Region Bern von der Regierung kommuniziert wurde. Es hat uns vielmehr geärgert! Wir sind auch der Auffassung, dass gewisse Regierungsratsmitglieder zu weit gingen. Zu weit in dem Sinne, dass das Gebot der Sachlichkeit, der Transparenz und der Verhältnismässigkeit strapaziert wurde. Wir von der BDP glauben, dass das keine neutrale und sachliche Information war.

Nun gibt es bereits heute Grundlagen und auch Bundesgerichtsentscheide, die sich dazu äussern, und die Regierungsmitglieder wissen eigentlich ganz genau, nach welchen Grundsätzen und Massstäben sie in solchen Abstimmungen reagieren dürfen, sollen und können. Alle hier im Grossen Rat wissen aber auch, dass Grundsätze wie massvoll, objektiv, neutral und zurückhaltend keine messbaren Grössen sind und die Interpretation und die persönliche Wahrnehmung dabei ziemlich viel Spielraum lassen. Im vorliegenden Fall teilt die BDP die Meinung, dass dieser Spielraum gesprengt wurde und lehnt das Vorgehen ganz klar ab. Wir appellieren an die Regierung und an die einzelnen Regierungsmitglieder, bei Abstimmungsempfehlungen und Parteinahmen in kommunalen und regionalen Angelegenheiten wirklich zurückhaltend zu sein. Im Fall Tram Region Bern können wir aber zumindest zur Kenntnis nehmen, dass diese Vorlage entgegen der einseitig gefärbten Äusserung eines Regierungsratsmitglieds schlussendlich trotzdem abgelehnt wurde. Zusammenfassend gesagt: Die BDP will kein neues Gesetz, keine neuen Vorschriften. Die bestehenden Rechtsgrundlagen genügen und müssen angewendet werden. Deshalb lehnen wir diesen Vorstoss als Motion und auch als Postulat ab.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Ich kann gerade dort weiterfahren, wo Monika Gyga aufgehört hat. Auch die grüne Fraktion lehnt diese Motion ebenso wie das Postulat ab. Auch wir finden die Forderung nach einer Regelung mittels eines neuen Gesetzes völlig überzogen. Die Mitglieder des Regierungsrats müssen sich aus kommunalen Abstimmungskämpfen heraushalten und tun das auch. Das einzige Beispiel des Motionärs, das Tram Region Bern, war ein Spezialfall. In drei Gemeinden wurde zwar darüber abgestimmt, aber es war eben gerade ein kantonales Infrastrukturprojekt von weit überregionaler Bedeutung. Wir im Grossen Rat haben diesem Projekt zugestimmt und dafür Millionen gesprochen. Der grösste Teil der Finanzierung wäre eben von Bund und Kanton gekommen. Als wir dieses Projekt damals beschlossen hatten, war der Motionär Herr Freudiger noch nicht im Grossen Rat, und er hat vielleicht diesen Prozess nicht ganz nachverfolgt. Wir alle wissen, dass man sich gelegentlich über das Engagement der Regierungsrätin Frau Egger ärgern kann, sowohl auf links-grüner wie auch auf bürgerlicher Seite. Das geht nicht nur Ihnen so. Wir erleben das manchmal auch, wenn sie sich für etwas engagiert, bei dem wir selber eine gegenläufige Position vertreten. Aber Frau Egger und alle anderen Regierungsmitglieder halten sich korrekt an die Grundsätze bezüglich der Themen, zu denen sie sich politisch äussern dürfen. Und von «invasiv» oder «die Praxis zeigt, wie viel sie über das Ziel hinaus schiessen», hätten wir nichts gemerkt. Daher lehnt die grüne Fraktion die übertriebene Forderung nach einem neuen, überflüssigen Gesetz ab.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die EVP-Fraktion ist gleicher Meinung wie die Motionäre. Eine Einmischung von amtierenden Regierungsratsmitgliedern in kommunale und regionale Angelegenheiten ist problematisch und heikel, und eine solche ist in den meisten Fällen auch gar nicht zulässig. Der Anlass zu diesem Vorstoss war die Stellungnahme von Regierungsmitgliedern im Zusammenhang mit den Gemeindeabstimmungen zum Projekt Tram Region Bern. Gerade dieser Fall ist aber aus unserer Sicht ein schlechtes Beispiel für einen missbräuchlichen Eingriff der Regierung. Beim Tram Region Bern ging es um ein kantonales Infrastrukturprojekt. Es sollte hauptsächlich von Kanton und Bund finanziert werden, und der Grosse Rat hat mit seinen Beschlüssen über das Angebot im öffentlichen Verkehr und einem entsprechenden Investitionsrahmenkredit zugestimmt. In diesem konkreten Fall war es daher legitim und aus unserer Sicht gerechtfertigt, dass sich die Regierung klar positioniert und geäussert hat. Gerade bei den Trambefürwortern auf der andern Seite wurde der Vorwurf laut, dass sich die Regierung aus ihrer Sicht zu wenig für das Tram eingesetzt habe. Die Tatsache, dass sich sowohl die Trambefürworter als auch die Tramgegner kritisch zum Engagement des Regierungsrats geäussert haben, zeigt, dass die Regierung bei ihrem Engagement für diese Vorlage wahrscheinlich die goldene Mitte getroffen hat.

Auch die Regionalkonferenz ist ein schlechtes Beispiel. Immerhin hat eine klare Mehrheit des Berner Volkes die gesetzlichen Grundlagen für die Schaffung von Regionalkonferenzen gutgeheissen. Die EVP-Fraktion ist der Meinung, dass sich der Regierungsrat bei kommunalen und regionalen Abstimmungen im Grossen und Ganzen immer sehr zurückhaltend gezeigt hat. Es gibt auch keinen Grund zur Befürchtung, dass sich daran in nächster Zukunft etwas ändern könnte.

Die EVP-Fraktion erachtet die Schaffung von gesetzlichen Regelungen in diesem Bereich als unnötig und lehnt daher auch das Postulat in beiden Punkten ab. Wir richten uns in diesem Fall am

Partieprogramm des Motionärs aus, das nämlich gegen neue Gesetze, Regulierungen und Verbote ist und für weniger Bürokratie.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Nur kurz: Die FDP hat mit Interesse die Antwort zur Kenntnis genommen. Wenn man natürlich die hehren und rechtstaatlichen Überlegungen auch so umsetzen und sich daran halten würde, dann wäre ja alles gut und recht, und man müsste nichts sagen. Weiter ist es für mich natürlich auch nicht verwunderlich, dass die linke Regierung die damalige Regierungspräsidentin schützt. Doch wie bereits mehrmals gesagt wurde, ging sie in diesem Projekt Tram Region Bern zu weit, das war auch die Meinung der FDP, wo sehr kritische Voten fielen. Man sagte, die Baudirektion sei extrem «dernäbe gsi». Sie habe eine ganze Maschinerie einfahren lassen und die rote Linie überschritten. Wir sind aber auch der Meinung, dass vermutlich das anschliessende Nein gerade durch dieses Vorpreschen provoziert wurde. Daher kann man ironischerweise sagen, das Ganze sei doch noch gut herausgekommen. Und ich kann auch noch sagen, dass ich nicht zuletzt deswegen diese Motion mitunterzeichnet habe, weil wir ja in meiner Region Biel-Seeland auch ein solch riesiges Projekt in der Pipeline hatten. Regiotram nannte sich das, und niemand wollte es, weil es überrissen war. Ich hatte natürlich auch Angst, dass dann die Baudirektion genau gleich vorpreschen würde, wenn das durchgekommen wäre. Nun ist meine Angst hinfällig, weil dieses Mammutprojekt Regiotram aus Kostengründen für lange Zeit auf Eis gelegt wurde. Darum ist es manchmal auch gut, wenn der Kanton kein Geld hat. Aber ich kann trotz aller Kritik durch die FDP sagen, dass man ebenfalls der Meinung ist, es sei nicht notwendig, deswegen ein neues Gesetz zu erlassen. Doch wir gehen davon aus, dass sich die Regierung an die Überlegungen in der Antwort halten wird. Wir nehmen die Regierung beim Wort. Mehr braucht es nicht, und dann kann man sich effektiv den Aufwand sparen. Wir haben ja bereits eine schöne Antwort erhalten.

Zur Wandlung in ein Postulat kann ich zuhänden des Motionärs Folgendes sagen: Wir wollten natürlich mit der Motion einen neuen Erlass. Nun fällt das weg, und wir haben noch ein Postulat. Was wollen wir dann noch prüfen? Da haben wir etwas Mühe und daher kann ich namens der FDP sagen, wir schliessen uns der Haltung der Regierung an, aber mit sehr, sehr kritischen Bemerkungen.

Markus Aebi, Hellsau (UDC) Die Kommunikation der Regierung bei Abstimmungen über kommunale oder regionale Fragen ist sensibel. Die SVP hat das in ihren Fraktionssitzungen breit diskutiert und bestreitet nicht, dass die Regierung zu Themen, bei denen der Kanton involviert oder betroffen ist, auch neutral Stellung nehmen kann. Der Auslöser für dieses Postulat war hauptsächlich die Abstimmung zum Tram Region Bern, und es ist natürlich zu verurteilen, wie Regierungsratsmitglieder in dieser Angelegenheit kommuniziert haben. Zu weiteren Argumenten will ich hier nicht Stellung nehmen. Die Grossratsfraktion der SVP ist grossmehrheitlich für Annahme dieses Postulats und empfiehlt dies den andern Mitgliedern des Grossen Rats ebenfalls.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Vorab: Die glp lehnt beide Formen ab, Motion und Postulat. Dieser Vorstoss ist gerade ein Beispiel zur Kostendebatte von vorhin. Wir schwächen es einfach ein bisschen ab, machen ein Postulat daraus und generieren damit bereits wieder Kosten. Ich sage das einfach noch, damit es im Raum steht.

Wie wir der Antwort entnehmen können, schützt die Bundesverfassung ganz klar die Willensbildung. Da stehen wir auch voll dahinter. Wie der Motionär in seinem Vorstoss sagt, hat er grundsätzlich nichts gegen eine neutrale Information. Das wurde mir ganz klar. Wenn es aber um einen selbst oder um die eigene Partei geht, dann werden Äusserungen eben noch sehr schnell als neutral betrachtet. Wenn solche aber die Gegenseite bevorzugen, dann werden sie schnell als tendenziös oder subjektiv betrachtet. Ein subjektives Empfinden haben wir immer ein bisschen, da müssen wir ehrlich sein. Wenn es um ein eigenes Geschäft geht, dann möchten wir doch, dass die Regierung dahinter steht, und wie die Regierung es dann bringt, ist selbstverständlich eindeutig objektiv. Aber umgekehrt ist es eben schwierig.

In das Tram Region Bern wären sehr viele Kantonsgelder geflossen, das müssen wir hier nicht mehr diskutieren. Wir beschlossen hier, dieses Projekt zu unterstützen. Darum erwartet die glp, dass die Regierung dieses Projekt auch klar gegen aussen vertritt und positiv unterstützt. Vielleicht ging das eine oder andere Wort etwas weit. Ja, klar, das möchten wir auch nicht.

Ich möchte hier noch den Anlass Bätterkinden aus dem Emmental erwähnen. Dabei ging es um die mögliche Gemeindefusion von Bätterkinden, Ziebach, Utzenstorf und Wiler. Dort kam

Regierungsrat Christoph Neuhaus und sagte der Bevölkerung ausdrücklich: Ja, machen Sie das. An sich hätte er das ja auch nicht sagen dürfen. Auch dieses Geschäft ging danach bachab. Das Ergebnis war also Eins zu Eins, für wen wissen wir nicht genau. Auch hier war der Kanton eindeutig stark involviert. Deshalb sage ich es noch einmal: Die gIp lehnt dieses Geschäft in beiden Formen ab. Wir möchten hier nicht einfach etwas stehenlassen, das man anschauen muss und das vor allem auch noch Kosten generiert.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Wir haben hier einen weiteren «Egger-Vorstoss», über den wir sprechen dürfen. Ich möchte hier in aller Deutlichkeit sagen, dass man über den Anlass der Beanstandung der Motionäre hätte recherchieren müssen. Der Newsletter der Bau-, Energie- und Verkehrsdirektorin, der auf Seite 2 des Vorstosses als Deliktpunkt erwähnt wird, in dem sie über die Stränge geschlagen haben soll, ist einfach ein Tool, mit dem Bürgerinnen und Bürger, die etwas von Barbara Egger wissen wollen, Informationen abonnieren können. Ich habe mir diesen Newsletter von Barbara Egger gerade vorhin angeschaut. Sie können das auch tun. Wer den Newsletter nicht mehr wünscht, kann ihn einfach wieder abbestellen. Es ist also nicht so, dass dieser öffentlich breit gestreut wird. Also ist dieser besagte Newsletter gar nicht öffentlich. Er geht an einen Kreis von Leuten, die ihn wünschen und sie können ihn jederzeit abbestellen.

Parteinahme ist nicht gewünscht aber Information. Ich muss dazu wohl nichts mehr sagen, denn die BDP-Sprecherin hat es schön formuliert. Man kann diese Angelegenheit wieder aufdröseln und Regeln aufstellen. In diesem Fall ist es meines Erachtens nicht nötig, wie mein Vorredner soeben gesagt hat. Was sagt denn der Gemeindedirektor, wenn er zu einer Gemeindefusion gefragt wird? Dann muss er ja unsere Strategie im Kanton Bern auch darstellen und etwas über freiwillige Fusionen erzählen. Und wenn er das tut, dann wäre das fast wie eine Beeinflussung einer möglichen Gemeindefusion.

Wenn man noch zum Tram Region Bern zurückgeht: Frau Egger hat ja nichts Böses gemacht. Sie hat eigentlich das bestätigt, was wir hier drin mit unserem ÖV-Rahmenkredit, dem Investitionsrahmenkredit, beschlossen haben. Wir sagten mit einer Mehrheit hier im Grossen Rat Ja zu diesem Tram. Auch die entsprechenden Gemeinderäte wollten es. Wenn also jemand Barbara Egger auf die Finger klopfen könnte, wären das die betroffenen Gemeinderäte. Und die waren ja nicht dagegen. Vielmehr wären sie vielleicht sogar froh gewesen, wenn sich die Frau Verkehrsdirektorin noch deutlicher zu diesem Projekt geäussert hätte. Aber sie hat das natürlich klar nicht gemacht. Und wenn wir noch in die Zukunft schauen, dann bin ich ja schon auch gespannt, was Sie sagen werden, wenn sich die Frau Verkehrsdirektorin oder ihre Nachfolge dann vielleicht nicht zu den Autobahnzubringerprojekten im Emmental und im Oberaargau äussert. Wenn es dann zu Abstimmungen kommt, in Langenthal oder in andern Gemeinden wie Burgdorf, dann hoffe ich auch nicht, dass mir die Regierung zu fest dreinredet, sondern die Bevölkerung vor Ort abstimmen lässt. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion schlägt Ihnen vor, diese Motion abzulehnen und nicht neue Regeln für nichts aufzustellen.

Le président. Es scheint mir realistisch, dieses Geschäft vor dem Mittag noch abzuschliessen. Gibt es noch eine Wortmeldung aus dem Rat, bevor ich das Wort dem Staatsschreiber gebe? – Dann haben Sie das Wort, Herr Auer.

Christoph Auer, chancelier. Der Regierungsrat lehnt diesen Vorstoss auch als Postulat ab. Wie Monika Gyax gesagt hat, sollte man rechtliche Grundlagen nur dann erarbeiten, wenn ein Problem besteht. Man sollte auch nur dann prüfen, ob es neue Rechtsgrundlagen braucht, wenn ein Problem besteht. Ein Problem mit einem Regelungsbedarf liegt gegenwärtig nicht vor. Grossrat Freudiger sagte, es gebe eine zunehmende Tendenz, dass sich die Regierung in kommunale und regionale Abstimmungen einmischt. Das möchte ich klar in Abrede stellen! Jedes Jahr finden nicht nur Dutzende, sondern Hunderte kommunale Abstimmungen statt, in die sich die Regierung nie einmischt. Bei der erwähnten Regionalkonferenz ist die Regierung beispielsweise gesetzlich verpflichtet, die Abstimmungsbotschaft zu erstellen. Wenn jemand findet, das sei nicht richtig, steht ihm der Rechtsweg offen. Dann können die Gerichte darüber entscheiden. Beim anderen Beispiel, den Gemeindefusionen, ist es folgendermassen: Unser Gemeindedirektor begleitet diese Fusionen und bringt nachher den Antrag in die Regierung, damit diese zustimmen oder ablehnen kann. Er muss somit dazu eine Meinung haben, sonst könnte er den Antrag ja gar nicht in die Regierung bringen und sich dort auch nicht äussern. (*Le président agite sa cloche.*) Das sind somit keine

Beispiele um zu zeigen, dass sich die Regierung systematisch in Gemeindeabstimmungen einmischt.

Es ist aber richtig, dass die Baudirektorin mit einem Newsletter zum Projekt «Tram Region Bern» Stellung genommen hat. Doch genau das war kein kommunales Vorhaben, sondern ein regionales, wie bereits gesagt wurde. Der Kanton hat dabei mehr Geld gesprochen als die Gemeinden. Zudem stand die gesamte Planung und Projektorganisation mit allen beteiligten Gemeinden unter der Leitung des Kantons. Das höchste strategische Organ war eine so genannte Behördendelegation, deren Vorsitz die Baudirektorin des Kantons Bern innehatte. Somit war die Baudirektorin als Vertreterin des Kantons diejenige Instanz, die dieses Projekt führte, das Geld zu verantworten hatte und über die wesentlichen Informationen verfügte. Daher musste sie auch erklären, warum eine bestimmte Variante gut ist und andere verworfen wurden. Genau aus diesem Grund kamen auch viele Vorwürfe, die Regierung hätte sich in diesem Abstimmungskampf viel zu wenig engagiert. Sie erinnern sich vielleicht, dass damals in den Zeitungen viel darüber geschrieben wurde. Sehr viele Gegner dieses Projekts kamen zu Wort. Ehemalige Kantonsangestellte äusserten sich und die Regierung, die Baudirektion, hat sich zurückgehalten und kaum Stellung genommen. Wenn man rein rechtlich betrachtet, wie Bürgerinnen und Bürger vor einer Abstimmung gemäss Bundesgericht informiert werden sollen, dann könnte man sagen, der Kanton habe in dieser Abstimmung eher zu wenig informiert. Daher ist der Vorwurf von Grossrat Klopfenstein, die Baudirektion sei vorgeprescht und habe in diesem kantonalen Projekt überaktiv informiert, nicht richtig. Der Regierungsrat beantragt Ihnen, auch das Postulat abzulehnen und keine neuen Rechtsgrundlagen in Auftrag zu geben.

Le président. Zum Schluss hat der Postulant noch einmal das Wort.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Ich will Ihnen den Mittag nicht unnötig verkürzen, deshalb fasse ich mich kurz. Eine Replik in aller Kürze: Adrian Wüthrich, ich habe diesen Newsletter der BVE nicht bestellt und hatte ihn trotzdem am Schluss auch vor mir. Es ist somit ein sehr enges Verständnis von Öffentlichkeit, welches du da hast. Seien wir doch ehrlich: Wenn man schaut, wie die Publizität der Regierungsrats-Äusserungen sind, haben wir von einer öffentlichen Äusserung auszugehen. Es war jederzeit möglich, davon Kenntnis zu nehmen.

Philippe Messerli, der Regierungsrat kann und soll sich positionieren und für Vorlagen werben. Aber der Ort zum Werben ist hier, vor dem Grossen Rat und nicht in den Gemeinden, wenn diese dann entscheiden müssen, ob sie ein Projekt mittragen wollen oder nicht. Dort soll eine Information möglich sein, aber nicht mehr.

Und noch ein Punkt zum Regelungsaufwand: Der Staatsschreiber hat noch einmal auf die Grenze verwiesen, welche die Rechtsprechung gemacht hat. Das Problem, ob eine Intervention zu weit geht, muss man so oder so lösen. Nun ist einfach die Frage, ob es die Justiz löst oder ob wir als Gesetzgeber es lösen, und ich bin als Demokrat immer noch der Meinung, wichtige politische Fragen müsste der Gesetzgeber entscheiden und eben nicht die Justiz. Ich hoffe, da sind wir uns einig. Nun zum Schluss: die Mehrheit der Fraktionssprecher hat sich kritisch geäussert. Ich nehme das zur Kenntnis. Ich habe aber auch Voten hören dürfen, die das Engagement der Baudirektorin im Fall Tram Region Bern sehr kritisch betrachtet haben, dasjenige von Monika Gygax, von Hubert Klopfenstein, von Markus Aebi und ein bisschen sogar von Christoph Grimm. Ich kann hier von einer gelben Karte sprechen. Sie waren mit der Art und Weise, wie Frau Regierungsrätin Egger das gemacht hat, nicht einverstanden. Sie haben betont, dass sie die Grenzen überschritten habe, welche die Rechtsprechung für eine Intervention der Regierung in kommunalen Abstimmungen setzt. Diese Grenze wurde hier überschritten. Das wird entgegenzunehmen sein. Vielleicht ganz zum Schluss noch ein versöhnliches Wort: Die Baudirektorin hat genügend politische Erfahrung und ist sicher auch genügend intelligent, um zu wissen, dass eine gelbe Karte auch durch eine Diskussion erteilt werden kann und nicht nur durch eine Abstimmung.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung über diesen Vorstoss, der ins gewandelt wurde. Wer dieses Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	47
Non	95
Abstentions	6

Le président. Sie haben das Postulat abgelehnt. Haben Sie bitte noch einen Moment Geduld. Bevor ich Sie in den Mittag entlasse, habe ich noch einige Informationen. Heute Nachmittag sind Fraktionssitzungen und dann findet hier um 16.00 eine Weiterbildungsveranstaltung zum Abstimmungsverfahren im Rat und in den Kommissionen statt. Alle Mitglieder des Grossen Rats sind dazu eingeladen. Morgen Vormittag geht das Programm nach Plan weiter. Wir starten mit den Wahlen, hoffentlich mit Erfolg im ersten Anlauf. Nachher geht es weiter mit dem Geschäft des Regierungsrats, dem Bericht zu den Aussenbeziehungen. Anschliessend fahren wir weiter mit Straferlassgesuchen. Danach gehen wir zu den Geschäften der POM über. Damit ist die Session für heute beendet. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit und einen guten Nachmittag in den Fraktionen.

La séance est levée à 11 heures 46.

Les rédactrices :

Sonja Riser (d)

Catherine Graf Lutz (f)